

## ❖ Corne de l'Afrique – Soudan

### Par le SER de Nairobi



### Le secteur de l'irrigation au Soudan

*Le Soudan dispose d'un important secteur d'irrigation avec une superficie irriguée qui s'élève à 2 millions d'hectares. Pourtant, cette superficie ne représente que 16 % des terres cultivées. Les grands projets d'irrigation par gravité comptent pour plus de moitié de la surface irriguée. Ces systèmes vieillissants fonctionnent à peine à 50 % de leur capacité initiale et nécessitent de significatifs investissements pour leur mise à niveau. L'exploitation du potentiel de l'irrigation revêt un intérêt économique important pour le pays, compte tenu des ressources abondantes en terres et en eau. Historiquement, le secteur de l'irrigation est soutenu par les fonds arabes avec d'importants financements pour la réhabilitation et la construction de barrages.*

### Une surface significative irriguée, mais qui représente seulement 16 % des terres cultivées

**La superficie totale de la culture irriguée au Soudan est d'environ 2 millions d'hectares, soit 16 % des terres cultivées.** Il existe trois principaux systèmes d'irrigation : **(1) L'irrigation gravitaire, principal système d'irrigation et couvre 1,23 million ha environ** répartis sur 4 grands périmètres **(i) le périmètre de la Gezira à l'Etat de la Gezira** au Centre du Soudan est l'un des plus grands périmètres irrigués au monde et s'étend sur 900 000 ha. Fief historique de la culture de coton, il était la colonne vertébrale de l'économie du pays **(ii) le périmètre de la nouvelle Halfa, à l'Etat de Kassala** (est Soudan) sur une superficie de 168 000 hectares **(iii) le périmètre d'Alrahad (est Soudan)** qui s'étend entre les deux Etats d'al-Gadarif et d'Algezira, sur une superficie de 126 000 hectares **(iv) le périmètre d'Alsouki sur 37 000 ha à l'Etat de Senar.** Gérés par l'Etat dans le passé, ces périmètres ont été privatisés et sont exploités par des fermiers individuels, qui cultivent des exploitations de six hectares environ, avec un rôle de l'Etat dans la gestion de l'eau, la distribution des intrants. Les produits cultivés comprennent le blé, le coton, l'arachide, le tourne sol et des horticultures. A côté de ces périmètres, il existe deux systèmes d'irrigation utilisé par le secteur privé : **(2) le pompage à partir des rivières** : il s'agit d'un système traditionnel utilisé dans des fermes à petite échelle pour la production de légumes, de fruits et légumineuses **(3) les systèmes modernes d'irrigation**, notamment d'irrigation par pivots. Ces systèmes ont commencé à se développer récemment à Khartoum et dans les zones arides du nord du pays. Il s'agit d'exploitations cultivées par les grandes entreprises et des investisseurs du Golfe,<sup>46</sup> pour la culture de blé et de luzerne.<sup>47</sup>

**Le potentiel d'irrigation du Soudan est estimé à 2,78 millions ha.** L'exploitation de ce potentiel revêt un grand intérêt économique et en termes de développement. A présent, **le secteur contribue à 24 % du PIB, emploie 40 % de la population active et représente 52 % des exportations du pays.** L'agriculture est en fait le plus grand contributeur potentiel à l'économie du Soudan. D'un total de 84 millions ha de terres cultivables, 24% seulement sont exploitées. L'ensemble des ressources d'eau disponibles au Soudan est estimé à 30 milliards m<sup>3</sup>/an, dont 12 milliards m<sup>3</sup>/an sont fournis par le Nil. Selon l'accord du partage de l'eau du Nil, la part du Soudan de l'eau du Nil est de 18,5 milliards m<sup>3</sup>/an. Le plus grand volume de ce flux arrive pendant la saison de la crue. Faute de capacité de stockage et d'investissement agricole, le solde de ce volume est récupéré par l'Egypte.<sup>48</sup>

### Des infrastructures vieillissantes dont la réhabilitation se heurte à l'insuffisance de financement et à l'absence de planification efficace

Au Soudan, la gestion des ressources en eau est principalement confiée au ministère fédéral **des Ressources en eau et de l'Irrigation**, qui établit les politiques nationales et surveille les projets. Toutefois, les institutions étatiques manquent d'efficacité en raison d'un **financement insuffisant** et d'un manque de clarté sur leurs

<sup>46</sup> . A l'Etat de Khartoum seul, 75000 hectares sont cultivés par des investisseurs étrangers, mais aussi des groupes soudanais comme DAL et CTC.

<sup>47</sup> Depuis la décision de l'Arabie Saoudite d'arrêter les exportations de fourrage et luzerne, compte tenu de la limitation des réserves d'eau souterraine de ce pays, la production et exportation de fourrage et de luzerne ont connu une croissance considérable au Soudan.

<sup>48</sup> La construction du Grand barrage éthiopien permettrait au Soudan de bénéficier de plus de possibilité d'utilisation de sa part d'eau car permettra un débit plus régulier du Nil bleu qui représente 80 % de l'apport d'eau.

responsabilités. Depuis 1995, un cadre législatif organise cette gestion, avec des **régulations actualisées en 2016**, portant sur les eaux souterraines, les licences d'irrigation et les eaux de surface. D'autres organismes jouent un rôle complémentaire : le **ministère de l'Agriculture**, et le **Conseil suprême de l'environnement et des ressources naturelles**, créé en 2020.

Le financement du secteur repose sur les **taxes collectées auprès des consommateurs**, notamment pour les usages domestiques et agricoles. Cependant, le manque de contributions régulières du gouvernement limite les investissements dans les infrastructures, compromettant parfois les opérations d'entretien et de maintenance. Ainsi, des travaux significatifs sont nécessaires pour la réhabilitation et modernisation du vieux réseau d'irrigation du périmètre de la Gézira<sup>49</sup>. La réhabilitation de ce réseau permettrait une augmentation de 50 % de la capacité d'irrigation du périmètre, avec une priorité au nettoyage et déblaiement des canaux, à la réparation des structures hydrauliques et à l'amélioration des systèmes de distribution. D'après des études préliminaires effectuées par le ministère de l'irrigation, le financement nécessaire pour ces travaux est estimé à 500 MUSD.

### Un secteur historiquement soutenu par de bailleurs du Golfe

**Les fonds arabes sont historiquement les plus grands fournisseurs de financements pour le secteur d'irrigation.** Ces financements se concentrent dans la réhabilitation et la construction de barrages. En 2013, le projet de rehaussement du barrage El Roseiris a été achevé avec un coût de 396 MUSD octroyés par le « **Kuwait Fund for Arab Economic Development** », le « **Arab Fund for Economic and Social Development** » et « **Abu Dhabi Fund for Development** ». En novembre 2015, l'Arabie saoudite et le Soudan ont signé 4 accords d'investissement agricole dont la valeur s'élevait à 2,25 Mds USD pour le financement de la construction en cinq ans de trois barrages sur le Nil dans le Nord du Soudan : Kajbar, Alshireik et Dal.

---

<sup>49</sup> Les premiers travaux de ce périmètre ont commencé en 1925 par la construction du barrage de Sinnar, dont le réservoir alimente tout le périmètre. Le réseau de canaux a été achevé dans les années 1960.